



Institut de Relations Internationales et Stratégiques

LA POLITIQUE EXTERIEURE IRANIENNE ET LA SECURITE REGIONALE

SYNTHESE

Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)

Auteur : Didier Billion

Année 2001

Le contenu de cette synthèse n'engage que son auteur

Synthèse

La rupture brutale représentée par la révolution de 1979 et les discours révolutionnaires des premières années de la République islamique ont généré l'image d'un Iran déstabilisateur de la région et structurellement inassimilable par la communauté internationale. Propulsé au rang de menace majeure pesant sur les intérêts occidentaux au Moyen-Orient, le nouveau régime installé à Téhéran fut mis au ban de la communauté internationale et la moindre agitation populaire dans les Etats du Golfe arabo-persique et du Moyen-Orient fut aussitôt expliquée par une prétendue contagion de l'extrémisme religieux iranien. A la lumière des bouleversements de la dernière décennie et des événements les plus récents, il s'avère que cette image est devenue complètement périmée.

A la suite de la seconde guerre du Golfe, les dirigeants iraniens prirent conscience que le complet isolement de leur pays sur la scène internationale était profondément contre productif du point de vue de la défense des intérêts nationaux, dès lors ils œuvrèrent au renversement de cette logique d'exclusion afin de réinsérer Téhéran dans le concert diplomatique international. Cet objectif constitua, tout au long de la décennie 1990, le fil à plomb de la politique étrangère iranienne. Déjà sous la présidence Rafsandjani furent entrepris de sensibles efforts visant à atténuer certaines tensions qui existaient entre l'Iran et de nombreux Etats de son voisinage. Puis, l'arrivée au pouvoir de Mohammad Khatami, représentant d'un courant de pensée plus ouvert, poursuivit et amplifia cette démarche. Prônant le « dialogue des civilisations » et faisant preuve de pragmatisme dans la conduite de sa politique étrangère, le nouveau président iranien restaura des liens et amorça des rapprochements, dont certains furent spectaculaires. Toutefois, malgré ces démarches conciliantes, la République islamique suscite toujours des craintes auprès de ses partenaires régionaux, ces derniers ayant en effet encore du mal à se départir de leurs préjugés à l'encontre de Téhéran.

En analysant les dix dernières années, la seule constatation qui prévaut est celle illustrant la volonté marquée de l'ensemble de la classe politique iranienne d'affirmer le caractère non crisogène de la politique extérieure de la République islamique. Sa situation géostratégique exceptionnelle confère à l'Iran un rôle d'acteur majeur sur des dossiers très divers, tels que les troubles au Tadjikistan, le partage des ressources énergétiques de la mer Caspienne ou les querelles de souveraineté dans le Golfe arabo-persique. Bien que défendant âprement ses intérêts nationaux, notamment en ce qui concerne les litiges de la Caspienne ou du Golfe, il est indéniable que Téhéran s'est constamment efforcé de résoudre ces problèmes par voie de négociation et en tenant des propos modérés. Ainsi, l'Iran participa activement à la résolution de certains conflits, au Tadjikistan ou à propos du différend opposant l'Azerbaïdjan à l'Arménie, et cela dans une perspective conciliatrice.

Ce point de vue est partagé par la Russie, obnubilée par la menace d'une propagation de l'intégrisme islamiste, et pour qui l'Iran est devenu un partenaire incontournable dans le maintien de la stabilité d'une région, primordiale pour ces deux Etats, s'étendant du Caucase à l'Asie centrale. Une coopération stratégique étroite a ainsi pu s'instaurer entre Moscou et Téhéran, dont les contrats passés en octobre 2001, prévoyant la modernisation des capacités militaires iraniennes grâce aux ventes d'armements russes, illustrent la réalité.

Symbole de ce rôle régional d'Etat stabilisateur, la République islamique a également œuvré pour rétablir le dialogue avec ses voisins arabes du Golfe, en particulier avec l'Arabie Saoudite, qui était pourtant devenue son adversaire principal dans la région à la suite de l'écrasement de l'Irak en 1991. Les résultats furent à la mesure des efforts diplomatiques iraniens : ainsi le rapprochement avec les Saoudiens ou encore récemment avec les Emirats Arabes Unis prouvent à l'évidence que l'Iran actuel n'a plus grand chose en commun avec l'Etat révolutionnaire et menaçant de 1979.

De même, la chute du bloc communiste, entraînant la naissance de nouveaux Etats au Caucase et en Asie centrale, fut l'occasion pour l'Iran de s'affirmer en tant que puissance régionale dans cette région marginalisée et enclavée. Malgré de fortes craintes occidentales, Téhéran n'utilisa en aucune manière la carte idéologique pour y développer son influence et se contente de mener une politique empreinte de réalisme et de modération afin de satisfaire avant tout ses intérêts économiques.

A contrario, les Etats-Unis maintiennent une ligne de conduite d'ostracisme très ferme à l'encontre de Téhéran malgré les clairs changements évoqués. L'hostilité américaine se concrétise par deux faits significatifs au cours des années 1990, tout d'abord la République islamique se retrouve en bonne place sur la liste des Etats voyous, ensuite le gouvernement Clinton instaure un système de sanctions économiques à caractère unilatéral, dont le but manifeste était d'empêcher l'enrichissement de l'Etat iranien, préalable à la fabrication ou à l'acquisition d'armes de destruction massive ainsi qu'à la modernisation des forces conventionnelles. Les pressions conjointes du *lobby* pro-israélien et de l'Etat hébreu furent de ce point de vue déterminante et s'efforcèrent d'entretenir l'intransigeance outrancière de l'administration américaine à l'encontre de l'Iran. La reconduction, en août 2001, de l'*Iran Libya Sanctions Act* suscita un regain de tension et démontra que les autorités américaines s'en tiennent toujours à une vision de l'Iran élaborée au cours des deux dernières décennies, c'est-à-dire celle d'un Etat révolutionnaire, proliférant et soutenant activement le terrorisme.

La crise afghane actuelle, dont il est encore trop tôt pour tirer toutes les conséquences, met en lumière le caractère incontournable de l'Iran sur la scène diplomatique régionale, ainsi que son rôle de stabilisateur potentiel dans la résolution de ce conflit. En effet, Téhéran réclame activement une solution politique de cette crise, seule susceptible de permettre, d'une part, à l'Afghanistan de sortir de ce contexte de guerre endémique, afin que, d'autre part, cet Etat ne soit plus une base arrière du terrorisme international. Pour cela, il semble nécessaire que Téhéran coopère avec le Pakistan et donc avec les Etats-Unis. Ainsi, peut-être sera-t-il possible d'assister, dans une perspective à court ou moyen terme, à une évolution des rapports bilatéraux irano-américains et donc envisager la complète réinsertion de l'Iran au sein de la communauté internationale et une meilleure stabilisation régionale